



**REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL  
de GOUDELIN**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-quatre septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Didier MORIN, Maire.

**Convoqués :** CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

**Absents :** GAUVAIN Michaël (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette)  
ILLIEN Anne-Yvette (pouvoir donné à LE BONHOMME Marie-Catherine)  
KERRIEN Yvonnick (pouvoir donné à GUEGAN Yannick)  
MILON Martine (pouvoir donné à MORIN Didier)  
QUINTIN Jérémie (pouvoir donné à CORLAY Gérald)

**Absents non excusés :** LAROSE Arnaud

ROPERS Isabelle

**Secrétaire :** CORLAY Gérald

**DELIBERATION N° 20180924-060**

**Date de convocation : vendredi 17 septembre**

**Objet : Redevance pour occupation du domaine public.**

Le Code des Postes et Communications Électroniques prévoit que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance au profit des communes.

Il fixe le montant plafond de cette redevance en fonction du patrimoine implanté et de la durée d'occupation du domaine (décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005).

Les installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile, armoire technique...) sont exclues du champ d'application de ce texte, le montant de la redevance pour ces équipements n'est pas plafonné.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, le Conseil Municipal doit fixer le montant des redevances dues pour l'année. Les modalités de calcul des revalorisations sont fixées par le décret susvisé. Le montant des redevances est revalorisé chaque année au 1er janvier.

M. Le Maire propose de retenir les redevances pour occupation du domaine public ci-après (sur la base des éléments fournis par l'association des Maires de France):

- pour les infrastructures souterraines, par Km et par artère (fourreau contenant ou non des câbles ou câbles en pleine terre) : 38.05 €
- pour les infrastructures aériennes, par Km et par artère (ensemble de câbles tirés entre deux supports) : 50.74 €
- pour les autres installations, par m<sup>2</sup> au sol : 25.37 €

Ce montant sera revalorisé annuellement et calculé sur la base du patrimoine implanté sur le domaine public.

Le conseil municipal, à l'unanimité,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à retenir les n°  
occupation du domaine public ci-dessus énoncées.

Pour copie conforme,

Le Maire,  
Didier MORIN

*(Signature)*



Envoyé en préfecture le 26/09/2018

Reçu en préfecture le 26/09/2018

Affiché le

ID : 022-212200653-20180924-20180924060-DE